

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Commun à tous les lots

---

## **MAITRE D'OUVRAGE :**

Communauté de communes de Vézère-Monédières-Millesources  
15 avenue du général de Gaulle  
19260 Treignac-sur-Vézère  
téléphone : 05.55.73.45.92 télécopie : 05.55.98.17.75

## **ASSISTANCE A LA MAITRISE D'OUVRAGE :**

Direction régionale des affaires culturelles de la région Nouvelle-Aquitaine  
Service régional de l'archéologie  
6 rue haute de la comédie  
87 036 Limoges cedex  
tél. : 05.55.45.66.00 fax : 05.55.45.66.01

## **MAITRE D'ŒUVRE :**

Bureau Manciulescu ACMH et associés  
Représenté par monsieur Stefan Manciulescu  
Architecte en chef des Monuments historiques  
214, rue de Grenelle  
75 007 Paris  
tél. : 01.45.50.22.01

## **COORDINATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

DEKRA  
M. Bosy  
Les courrières  
rue Jean Perrin  
87170 Isle  
tél : 05 55 43 02 92

## **OBJET DU MARCHÉ :**

Département :	Corrèze (19)
Localité :	Soudaine-Lavinadière
Edifice :	site archéologique et chœur de l'église
Travaux de	restauration et mise en valeur du site archéologique restauration du chœur de l'église

## **SOMMAIRE**

CHAPITRE 1 : OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES :	4
1.1 Objet du marché, emplacement des travaux, domicile de l'entrepreneur	4
1.2 Tranches et lots	4
1.3 Durée prévisionnelle des travaux	4
1.4 Maîtrise d'œuvre	4
1.5 Coordination Sécurité - Santé	4
CHAPITRE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1 Pièces particulières	5
2.2 Pièces générales	5
2.3 Pièces spécifiques	5
2.4 Liste des cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)	5
2.5 Liste des documents graphiques	6
CHAPITRE 3 : DANS LES PRIX, RÈGLEMENT DES COMPTES	6
3.1 Répartition des paiements	6
3.2 Paiements	6
3.3 Contenu des prix	6
3.3.1 Dépenses contrôlées - travaux en régie : sans objet	8
3.4 Connaissance des lieux et dispositions spécifiques à la présente opération	8
3.5 Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	8
3.6 Constatation des quantités d'ouvrages exécutés	8
3.7 Répartition des dépenses communes de chantier	9
3.8 Modalités des règlements des approvisionnements	9
3.9 Règlement des ouvrages ou travaux non prévus	10
3.10 Variation dans les prix	10
3.10.1 Mois d'établissement des prix du marché	10
3.10.2 Choix de l'index de référence	10
3.10.3 Modalités d'actualisation des prix	10
3.10.4 Actualisation provisoire	11
3.10.5 Application de la T.V.A.	11
3.11 Paiement des co-traitants et des sous-traitants	11
3.11.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché :	11
3.11.2 Modalités de paiement direct :	11
3.12 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes	12
3.12.1 Remise des projets de décomptes mensuels ou intermédiaires, « situations » :	12
3.12.2 Décomptes mensuels dont le cumulé atteint 70% du montant initial du marché :	12
CHAPITRE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION, PÉNALITÉS ET PRIMES	12
4.1 Délais d'exécution des travaux	12
4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution :	12
4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution :	13

4.2 Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots .....	13
4.3 Pénalités pour retard.....	13
4.4 Pénalités pour absence aux réunions de chantier .....	13
4.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	14
4.6 Délais et retenue pour remise des documents fournis après exécution .....	14
CHAPITRE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ .....	14
5.1 Retenue de garantie .....	14
5.2 Avance forfaitaire.....	14
5.3 Avance sur matériels .....	15
5.4 Intérêts moratoires.....	15
CHAPITRE 6 : IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	15
CHAPITRE 7 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX ..	15
7.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	15
7.2 Mesure d'ordre social, application de la réglementation du travail.....	15
7.3 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité .....	15
7.3.1 Permis de feu : .....	15
7.4 Matériaux, objets, vestiges trouvés sur les chantiers .....	16
CHAPITRE 8 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	16
8.1 Essais et contrôles des ouvrages.....	16
8.2 Réception.....	16
8.3 Documents fournis pendant le chantier : .....	16
8.4 Documents fournis après exécution au maître d'œuvre (en 6 exemplaires) .....	16
8.5 Documents fournis après exécution au coordonnateur S.P.S.....	17
8.6 Délai de garantie.....	17
8.7 Assurances.....	17
8.8 Résiliation du marché.....	17
8.9 Affiliation à un organisme d'apprentissage .....	18
CHAPITRE 9 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....	18
CHAPITRE 10 : COMPLÉMENT AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....	18

## CHAPITRE 1 : OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

### 1.1 Objet du marché, emplacement des travaux, domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'ensemble des lots relatifs à l'opération suivante :

**Restauration et mise en valeur du site archéologique  
restauration du chœur de l'église  
à SOUDAIN-LAVINADIÈRE - CORRÈZE (19370)**

Les spécifications techniques, les descriptions et les localisations des ouvrages seront indiquées dans le (ou les) cahier(s) des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement portées à la mairie du lieu d'exécution des travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

## **1.2 Tranches et lots**

### a) Tranche de travaux

L'opération comporte une tranche unique.

### b) Les marchés concernent les lots suivants :

I restauration et mise en valeur du site archéologique

LOT N°1 MAÇONNERIE, PIERRE DE TAILLE

LOT N°2 CHARPENTE, COUVERTURE METALLIQUE

LOT N°3 CHARPENTE, MENUISERIE BOIS

LOT N°5 FERRONNERIE

II restauration du chœur de l'église

LOT N°1 MAÇONNERIE, PIERRE DE TAILLE

LOT N°3 CHARPENTE, MENUISERIE BOIS

LOT N°4 DECOR PEINT

LOT N°5 FERRONNERIE

## **1.3 Durée prévisionnelle des travaux**

Conformément au calendrier prévisionnel.

## **1.4 Maîtrise d'œuvre**

Bureau Manciulescu ACMH et associés  
Représenté par M. Stefan Manciulescu  
214, rue de Grenelle  
75 007 Paris

## **1.5 Coordination Sécurité - Santé**

Selon la loi 93.1418 du 31-12-93 et le décret 94.1159 du 26-12-94, il est confié la mission Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé (CSPS), en "Conception - étude et réalisation "

DEKRA industrial SAS  
agence Centre Atlantique  
Les courrières  
Rue Jean Perrin  
87170 Isle

## **CHAPITRE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

### **2.1 Pièces particulières**

- l'acte d'engagement (A.E.)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le calendrier prévisionnel
- le rapport de présentation
- les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) des lots visés à l'article 1.02.b), ci-avant.
- les bordereaux de prix unitaires des lots n° 1 à 5 dont les quantités sont fixées par la maîtrise d'œuvre et complétés quant aux prix unitaires par l'entrepreneur, étant précisé que seront frappées de nullité toutes les offres comportant :
  - . des regroupements d'articles
  - . des articles non chiffrés
  - . des quantités rectifiées
- le mémoire technique
- les documents graphiques énumérés en 2.5

### **2.2 Pièces générales**

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix défini au §45 de l'article 10 du C.C.A.G.

**Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)** applicable aux marchés publics de travaux passés au nom de l'état, composé de divers fascicules, approuvé par le décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 (J.O. du 22/11/93) modifié par les décrets n° 96-420 du 10 mai 1996 (J.O. du 18/05/96) - n°98-28 du 8 janvier 1998 (J.O. du 23/01/98) - n°99-98 du 15 février 1999 (J.O. du 26/02/99) - n° 2000-524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000)

**Les Cahiers des Clauses Spéciales des D.T.U. (CCS-DTU)** tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 18 juin 1982 (Economie et Finances) et compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de ladite circulaire.

**Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)** applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (JO du 1<sup>er</sup> octobre 2009)

#### **Le Code du Travail.**

Ces pièces, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues des entreprises.

### **2.3 Pièces spécifiques**

Les fascicules techniques et les modes de métré établis par le Ministère de la Culture et de la Communication (Mission Technique et Économique) approuvés le 2 mai 1988 par le directeur du Patrimoine et relatifs aux ouvrages de maçonnerie - pierre de taille.

Ces pièces, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues des entreprises.

## 2.4 **Liste des cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)**

C.C.T.P. des lots :

- LOT N°1 MAÇONNERIE, PIERRE DE TAILLE
- LOT N°2 CHARPENTE, COUVERTURE METALLIQUE
- LOT N°3 CHARPENTE - MENUISERIE BOIS
- LOT N°4 DÉCOR PEINT
- LOT N°5 FERRONNERIE

## 2.5 **Liste des documents graphiques**

### **localisation**

- |    |              |  |    |
|----|--------------|--|----|
| 01 | localisation |  | A3 |
|----|--------------|--|----|

### **état sanitaire**

- |    |   |       |            |
|----|---|-------|------------|
| 02 | plan archéologique  | 1/100 | 63 x 42 cm |
| 03 | plan archéologique, datation  | 1/200 | A3         |
| 04 | plan archéologique, murs et substrat, état 2013<br>plan fourni par le SRA du Limousin       | 1/200 | A3         |
| 05 | plan archéologique, murs, état 2013<br>plan fourni par le SRA du Limousin                   | 1/200 | A3         |
| 06 | vue verticale du site et de l'église, état fin de fouille 2009                              |       | A3         |
| 07 | vue verticale du secteur est, état 2011<br>bâtiments 1 et 4, cour - fouilles archéologiques |       | A3         |
| 08 | bâtiment 2 - fouilles archéologiques  |       | A3         |
| 09 | bâtiment 3 - fouilles archéologiques  |       | A3         |

### **projet**

- |    |  |                |              |
|----|--|----------------|--------------|
| 10 | plan installation de chantier                                      | 1/500          | A3           |
| 11 | plan masse   | 1/200          | A3           |
| 12 | plan d'ensemble  | 1/100          | 63 x 42 cm   |
| 13 | coupe longitudinale est-ouest                                      | 1/100          | 63 x 29.7 cm |
| 14 | coupe transversale nord-sud  | 1/100          | 63 x 29.7 cm |
| 15 | bâtiment 2. plans, coupe   | 1/100 et 1/50  | A3           |
| 16 | bâtiment 2. abri, tourelle d'escalier. Coupe, élévation            | 1/50           | A3           |
| 17 | bâtiment 2. détails  | 1/20           | A3           |
| 18 | bâtiment 3. plans, coupe   | 1/100          | A3           |
| 19 | bâtiment 3. coupes   | 1/50           | A3           |
| 20 | bâtiment 3. élévation est, détails                                 | 1/50 et 1/20   | A3           |
| 21 | plateformes. détails de principe, matériaux                        |                | A3           |
| 22 | église chœur – intérieur.<br>installation de chantier, plan au sol | 1/200 et 1/100 | A3           |
| 23 | église chœur - intérieur. élévations sud, nord et est              | 1/100          | A3           |
| 24 | église chœur - intérieur. Porte : plan, coupe, élévations          | 1/20           | A3           |
| 25 | table support maquette. Plan, élévation, vue perspective           | 1/10           | A3           |
| 26 | maquette volumétrie  |                | A3           |
| 27 | signalétique   | 1/10           | A3           |
| 28 | signalétique / références  | 1/10           | A3           |

## **CHAPITRE 3 : DANS LES PRIX, RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3.1 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement indique s'il y a lieu ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

### **3.2 Paielements**

Le délai global maximum de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours comptés à partir de la date de réception par le maître d'œuvre des demandes d'acomptes.

Pour le projet de décompte final, le délai court à partir de la date de l'ordre de service de notification du décompte final.

### **3.3 Contenu des prix**

Les prix de chaque marché sont exprimés hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis :

- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état
- en tenant compte des frais spéciaux cités dans le présent document
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

NATURE DU PHÉNOMÈNE :	INTENSITÉ LIMITE :
Vent	100 km/heure
Pluie	20 mm/jour pendant 8 jours consécutifs
Température (gel)	(-) 8 degrés Celsius pendant 8 jours non consécutifs
Température (canicule)	(+) 35 degrés Celsius pendant 2 jours consécutifs
Neige	10,0 cm d'épaisseur pendant 8 jours consécutifs

Au-delà de ces limites, l'entrepreneur aura droit à des journées supplémentaires dues aux intempéries, sur présentation de justificatifs du service météorologique local

- en tenant compte des sujétions ci-après :

L'entrepreneur devra, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation du prix souscrit, se conformer aux instructions qui lui seront données par l'architecte maître d'œuvre en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement et le dépôt du matériel et des matériaux.

L'entrepreneur supportera, sans indemnité ni augmentation du prix souscrit, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou d'exploitation de l'établissement dans lequel s'effectuent ses travaux et prendra à sa charge toutes les mesures qui lui seront indiquées pour ne pas gêner les services.

Il est interdit au personnel de l'entreprise d'entrer en communication avec le personnel ou les occupants de l'établissement. Seuls, devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres parties de l'établissement. L'entrepreneur devra veiller à ce que les échafaudages ne constituent pas un accès facile au bâtiment.

Les prix sont réputés comprendre, en complément des dispositions du C.C.A.G. :

- les pertes, avaries et dommages en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites fixées ci-dessus.
- les soins particuliers, les difficultés d'exécution ou celles de l'emploi des matériaux découlant de la nature particulière des travaux de restauration des Monuments historiques impliquant :
  - . l'harmonisation des parties restaurées avec les parties anciennes
  - . l'obligation d'emploi d'une main-d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la nature des travaux à réaliser
  - . l'obligation d'emploi des matériaux de choix
  - . les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice
  - . les sujétions liées à l'exploitation de l'édifice durant les travaux, énumérés au C.C.T.P.
- les frais découlant de l'obtention d'un permis « de feu » signé par le maître d'œuvre impliquant pour l'entreprise de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites.

De ce permis découle, pour l'entreprise, l'obligation de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant et à disposer en accord avec le maître d'œuvre, dont un à disposition immédiate de l'ouvrier intervenant. Tout ouvrage de soudure sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail

- les frais d'installation du chantier, d'accès, d'échafaudage, de protection, d'engin de levage et de transport dans les conditions décrites au CCTP, sauf si ces prestations font l'objet de prix particuliers ou si elles sont à la charge d'un autre lot.

- les frais d'assurance mentionnés à l'article 8.07 du présent C.C.A.P.

- les frais d'établissement des attachements écrits et figurés



**3.3.1 Dépenses contrôlées - travaux en régie : sans objet.**

**3.4 Connaissance des lieux et dispositions spécifiques à la présente opération**

La nature particulière du domaine ainsi que celle des travaux envisagés oblige les entreprises à se rendre sur place et à prendre parfaite connaissance des lieux et des sujétions qui en découlent.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante du lieu ou de la situation des ouvrages à exécuter.

Pour l'exécution des travaux et préalablement à la remise de prix, l'entrepreneur est donc réputé avoir effectué les démarches suivantes :

- a) S'être rendu sur place et avoir apprécié exactement :
  - l'importance et la particularité des travaux
  - toutes les conditions d'exécution
  - toutes les conditions d'occupation des locaux
  - toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier.
- b) Avoir contrôlé toutes les indications des documents de la consultation, notamment celles données par les CCTP, les plans et dessins et recueillis les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre.

**3.5 Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés selon les dispositions portées dans les documents contractuels et celles figurant au C.C.A.P. travaux.

**3.6 Constatation des quantités d'ouvrages exécutés**

En complément de l'article 12 du C.C.A.G., les titulaires des lots notifiés à l'article 1.02 b) du présent C.C.A.P. ont la charge d'établir tous les documents nécessaires à la constatation des quantités d'ouvrages exécutés :

- l'entrepreneur devra fournir, après l'achèvement des travaux, les documents en vue de constituer le dossier documentaire des ouvrages exécutés (D.D.O.E.), tels que définis dans les prescriptions du C.C.T.P. : un dossier photographique monté sur papier carton 21 x 29,7 cm montrant les ouvrages, avant, durant et après l'exécution des travaux, pour les ouvrages à caractère caché, inaccessible ou irréversible.

- tous les documents complémentaires jugés utiles pour l'établissement et la vérification des décomptes (attachements figurés, attachements écrits, constats, etc.)

- ces documents seront annexés aux décomptes

- les attachements écrits et figurés doivent impérativement comporter les indications suivantes :

**Pour les ouvrages de maçonnerie et pierre de taille**

- . parties intéressées exprimées en plans, coupes et élévation à l'échelle de 2 cm/m
- . cotes de construction, cotes d'altitude et de référence indiquées sur les plans
- . profils de 5 cm par mètre des moulures
- . repérage des parties existantes, des parties neuves, des parties remaniées

**Pour les ouvrages de charpente**

- . positionnement des travaux sur plans à l'échelle de 1,0 cm/m
- . dessin schématique explicitant les travaux effectués (et portant toutes les cotes de longueur et de section des bois pour les ouvrages de charpente et menuiserie.)

**Pour les ouvrages de couverture**

- . plan vue de dessus des couvertures à l'échelle de 1,0 cm/m avec cotes de longueurs et pentes, et détails à l'échelle de 5,0 cm/m avec coupes des ouvrages particuliers, recouverts de métal.

**Lots avec marché sur cadre de bordereau :**

Les décomptes finaux, « mémoires », devront comporter le détail des quantités pour chaque article en conformité avec les attachements figurés obligatoirement joints à chaque décompte.

- les attachements écrits et figurés ou photographiques nécessaires à la localisation des travaux exécutés seront cotés, datés, et soumis au visa de l'architecte.
- . les attachements produits après les possibilités de contrôle ne seront pas reconnus.
- . pour ces travaux les attachements seront joints aux décomptes mensuels ou intermédiaires, « situations », de la période considérée.

**NOTA IMPORTANT :**

Tout décompte final ou décompte mensuel ou demandes d'acomptes incluant des travaux cachés, qui sera incomplet, sans attachements figurés précis, sans détails de quantité, sans dossier photographique, sera retourné à l'entreprise en attente de réception des éléments nécessaires permettant une vérification normale.

**3.7**

**Répartition des dépenses communes de chantier**

L'entrepreneur chargé de procéder au règlement des dépenses visées ci-dessus peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

### **3.8 Modalités des règlements des approvisionnements**

En complément de l'article 11.3 du C.C.A.G. 2009, il est précisé que les approvisionnements peuvent figurer dans les décomptes mensuels si les conditions suivantes sont respectées :

- les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que si leur mise en œuvre est prévue, effectuée dans un délai maximum de 2 mois à compter de la production du décompte
- à l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a effectivement payé les matériaux et éléments concernés.
- les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute.

Le règlement des approvisionnements sera effectué sur la base des prix de fourniture seule de matériaux rendus sur place, lus dans le bordereau de prix unitaires, et par dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G. 2009, affectés d'un abattement de 20 %. Les matériaux dont la valeur de fourniture seule ne figure pas dans ledit bordereau ne seront pas pris en compte.

### **3.9 Règlement des ouvrages ou travaux non prévus**

Les ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification ont été dûment acceptés par le maître d'ouvrage, et pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix, selon l'article 14 du C.C.A.G., seront réglés sur proposition de l'entrepreneur et contrôlé par le maître d'œuvre sur les bases suivantes :

- autant que possible, les prix nouveaux seront établis par analogies avec les prix connus dans les pièces du marché.
- à défaut les prix nouveaux seront définis sur la base de décomposition de prix (ou, et) de sous-détails de prix prévus, selon l'article 1.03 du C.C.A.G.

Les prix ainsi obtenus se verront appliquer les variations de prix prévues au marché.

En même temps que la nouvelle proposition de prix, l'entrepreneur envoie au maître d'œuvre pour contrôle de l'incidence de la réalisation des ouvrages ou travaux non prévus dans l'économie de marché.

### **3.10 Variation dans les prix**

#### **3.10.1 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois (M0) qui figure dans l'acte d'engagement.

#### **3.10.2 Choix de l'index de référence, base 2010**

lot n°1 maçonnerie - pierre de taille	BT 03 (50%) + BT 50 (50%)
lot n°2 charpente, couverture métallique	BT 07 (50%) + BT 49 (50%)
lot n°3 charpente – menuiserie bois	BT 17a (50%) + BT 18a (50%)
lot n°4 décor peint	BT 46
lot n°5 ferronnerie	BT 42

### **3.10.3**      Modalités d'actualisation des prix

Le prix est actualisable dans les conditions ci-dessous. Cette actualisation est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois au début d'exécution des prestations.

Le coefficient d'actualisation  $C_n$ , applicable pour le calcul de l'acompte du mois «n» est donné par la formule :

$$C_n = (I_n - 3) / I_0$$

Dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont des valeurs prises par l'index de référence  $I$  respectivement au mois d'établissement des prix (mois  $M_0$ ) et au mois «n» d'exécution des travaux.

La variation des prix sera calculée conformément aux dispositions des décrets n° 79.992 du 23 novembre 1979 et de la circulaire du 12 janvier 1987 en application de l'ordonnance 86-1243 du 1<sup>er</sup> décembre 1986.

### **3.10.4**      Actualisation provisoire

En complément des articles 13.2.1 et 13.2.3 du C.C.A.G., lorsqu'une actualisation ou révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation ou révision avant celle définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la publication de l'index correspondant.

### **3.10.5**      Application de la T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

## **3.11**      **Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

### **3.11.1**      Désignation des sous-traitants en cours de marché :

En même temps que sa demande de sous-traitance visée à l'article 3.6.1.1. du C.C.A.G. 2009, l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant de paiement direct remet au représentant du pouvoir adjudicateur du marché :

- soit la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que le représentant du pouvoir adjudicateur du marché modifie la forme d'exemplaire unique
- soit une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un co-traitant,

l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial :

- comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 3.6.1.1. du C.C.A.G. 2009 ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant
- indique la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles 134 et 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le comptable assignataire des paiements, le compte à créditer si le sous-traitant est payé directement.

### 3.11.2 Modalités de paiement direct :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus au marché.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## 3.12 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes

### 3.12.1 Remise des projets de décomptes mensuels ou intermédiaires, « situations » :

Les modalités de règlement du marché sont les suivantes :

Suivant l'article 33 du décret n°2008-1355 du 19 décembre 2008, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, les sommes dues en exécution des marchés seront réglées dans les **30 jours** en respectant les règles suivantes :

- le versement des acomptes est fixé à une périodicité qui ne devra pas être inférieure à : 1 mois
- l'entreprise adressera au maître d'œuvre, sa situation de la période considérée, à la fin de cette période qui pourra correspondre aux mois calendaires. Une copie de cette situation sera adressée, en parallèle au maître d'ouvrage, pour information
- *le délai de 30 jours part de la date d'arrivée de la situation chez le maître d'œuvre*
- le maître d'œuvre la contrôlera, établira le certificat de paiement et transmettra ces documents au maître d'ouvrage dans les 7 jours suivant la réception de la situation.

A chaque phase de cette procédure, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage tamponneront les documents « arrivé le... » pour éviter tout litige.

Le dépassement de ces délais entraînera le versement d'intérêts moratoires

En application de l'article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, les montants des acomptes demandés par les entreprises, ne devront en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquels ils se rapportent.

Le nombre d'exemplaires des projets de décomptes mensuels et décomptes finaux dont l'entreprise doit la production est fixé à **4 (quatre)**.

Le nombre d'exemplaires d'attachements figurés dont l'entreprise doit la production est fixé à **6 (six)**.

Cinq (5) exemplaires envoyés à l'architecte en chef des M.H et un (1) exemplaire à l'économiste.

**3.12.2** Décomptes mensuels dont le cumulé atteint 70% du montant initial du marché :

Selon l'annexe à l'instruction n° 89 120 B1 du 19 décembre 1989 du Ministère de l'économie, des Finances et du Budget (Commission Centrale des Marchés) dès lors que le montant cumulé des travaux exécutés est **égal ou supérieur à 70 % du montant initial du marché**, les décomptes mensuels comporteront le relevé des prestations réalisées depuis le début des travaux.

<b>CHAPITRE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION, PÉNALITÉS ET PRIMES</b>
---

**4.1** Délais d'exécution des travaux

**4.1.1** Calendrier prévisionnel d'exécution :

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint à chaque marché.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots s'inscrit dans le délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint à chaque marché.

La période de préparation telle que définie dans l'article 7.01 ci-après est incluse dans le délai global de l'opération.

L'ordre de service prescrivant au titulaire du lot intervenant le premier sur le chantier, de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots, il est rédigé et diffusé par le maître d'œuvre.

**4.1.2** Calendrier détaillé d'exécution :

a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution visé au 4.01.01

b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots a court à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

c) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé dans l'acte d'engagement.

d) Le calendrier initial visé en a), éventuellement modifié comme il est indiqué en c), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

**4.2** Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Voir article 19.2 du C.C.A.G. 2009.

#### 4.3

##### **Pénalités pour retard**

**En cas de retard dans l'exécution des travaux**, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3000ème du montant de l'ensemble du marché ou de la tranche considéré, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation du retard par le maître d'œuvre. Par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G., le montant minimum de pénalité est fixé à **100 euros H.T.** Cette pénalité pourra être récupérée en fin de chantier si le délai global de l'opération ou de la tranche n'est pas dépassé.

**Toute absence non-excusee au moins 48 heures avant ou retard important à un rendez-vous de chantier** notifié à l'entrepreneur soit par courrier avec accusé de réception soit par télécopie au moins huit jours avant le rendez-vous, sera sanctionnée d'une pénalité de **100 euros H.T.** applicable sur le décompte mensuel de l'entrepreneur défaillant.

L'entrepreneur sera considéré comme absent s'il se fait représenter par une personne non représentative. Un sous-traitant ne peut en aucun cas représenter l'entrepreneur titulaire du marché.

**En cas de non-respect des consignes d'hygiène et de sécurité** et sur proposition du coordonnateur S.P.S., il sera appliqué, par jour calendaire de retard qui suit l'infraction, une pénalité de 1/1 000ème du montant du marché de l'entrepreneur défaillant. Cette pénalité ne pourra être inférieure à **100 euros H.T.**

La consigne sera notifiée sur un registre journal. Elle donnera 4 jours de mise en demeure avant l'application de la pénalité, qui sera, en cas de non-respect, appliquée à partir du jour de l'inscription de la consigne.

#### 4.4

##### **Pénalités pour absence aux réunions de chantier**

**100 €** (cent euros)

#### 4.5

##### **Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sous préjudice d'une pénalité de **30 €** (trente euros) par jour de retard.

#### **4.6      Délais et retenue pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après l'exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 40 du C.C.A.G. 2009, des retenues sont opérées dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G. 2009 sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Ces retenues ont les valeurs suivantes :

- plans d'exécution et autres documents conformes à l'exécution à fournir dans les 45 jours suivant la réception :
  - . cent cinquante euros (150 €)

### **CHAPITRE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5.1      Retenue de garantie - Principe à valider par le maître d'ouvrage**

En application des articles 122 à 124 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial des travaux indiqué dans l'acte d'engagement, augmentée le cas échéant, du montant des avenants sera prélevée sur chaque situation.

Elle pourra être remplacée par une garantie à première demande.

#### **5.2      Avance forfaitaire**

En application à l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une avance forfaitaire peut être accordée au titulaire du marché lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 euros H.T

Pour les marchés fractionnés mentionnés à l'article 77 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une avance forfaitaire est accordée pour chaque tranche d'un montant supérieur au seuil des marchés dispensés de formalités préalables.

Le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5 % du montant, toutes taxes comprises, des prestations à exécuter dans les douze premiers mois après la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché ou de la tranche.

Cette avance sera mandatée sans formalité, dans le délai de 45 jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché (et après constitution de la garantie prévue au 5.01). Son montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Selon les prescriptions de l'article 112 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, du bon de commande ou de la tranche atteint ou dépasse 60 % du montant du marché, du bon de commande ou de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

#### **5.3      Avance sur matériels**

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'entrepreneur.



#### 5.4 Intérêts moratoires

"En application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse."

### CHAPITRE 6 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

Site archéologique et chœur de l'église de SOUDAIN-LAVINADIÈRE (Corrèze)

### CHAPITRE 7 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

#### 7.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux

S'il est prévu l'intervention de plusieurs lots, il est fixé une période de préparation commune à tous les marchés, qui est comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Elle commence à courir à compter de la notification des marchés.

Il est procédé au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 3 du C.C.A.G. 2009, aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration par le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.01.02 a) ci-dessus
- établissement par les entrepreneurs sous la coordination du maître d'œuvre et présentation au visa de celui-ci, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G. 2009, du programme d'exécution des travaux auxquels est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires et du plan d'hygiène et de sécurité.

#### 7.2 Mesure d'ordre social, application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10 %) et le minimum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10 %).

### **7.3            Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité**

#### **7.3.1            Permis de feu :**

L'entrepreneur sera tenu de demander à l'architecte, maître d'œuvre, la délivrance d'un permis de feu à établir en trois (3) exemplaires, dont un exemplaire devra revenir au maître d'ouvrage et un exemplaire au coordonnateur S.P.S.

L'entrepreneur est tenu de disposer sur le chantier du matériel nécessaire et suffisant pour les premières interventions en cas de sinistre. Ce matériel devra être en bon état avec justification des contrôles et des charges datant de moins de un (1) an.

L'entrepreneur devra également être titulaire d'une police d'assurance le couvrant en cas d'incendie.

### **7.4            Matériaux, objets, vestiges trouvés sur les chantiers**

En complément des dispositions prévues à l'article 33 du C.C.A.G. 2009, lorsque les travaux mettent à jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit en informer immédiatement le maître d'ouvrage.

## **CHAPITRE 8 : CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **8.1            Essais et contrôles des ouvrages**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les pièces constitutives du marché (C.C.T.P., fascicule technique, C.C.T.G.) sont assurés par l'entrepreneur suivant les directives et en présence du maître d'œuvre.

Par dérogation au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 38 du C.C.A.G. 2009, si le maître de l'ouvrage prescrit pour les ouvrages des essais ou contrôles autres que ceux prescrits dans les documents contractuels du marché, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si les résultats se révèlent favorables à l'entreprise et à la charge de l'entreprise dans le cas contraire.

### **8.2            Réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

Les entrepreneurs sont chargés d'aviser la personne responsable des marchés de la date à laquelle leurs travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour les lots considérés, comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du C.C.A.G. 2009

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution des épreuves fixées dans les documents techniques contractuels.

**8.3 Documents fournis pendant le chantier :**

Les documents suivants seront adressés à l'A.C.M.H. sous 15 jours et en 6 exemplaires :

- attachements figurés et écrits
- plans d'exécution
- documents graphiques
- dossier photographique des éléments qui seront cachés ou qui disparaîtront

**8.4 Documents fournis après exécution au maître d'œuvre (en 6 exemplaires)**

Dossier d'exécution des ouvrages comprenant :

- attachements figurés et écrits
- plans d'exécution
- documents graphiques
- mémoires
- dossier photographique justifiant les éléments cachés ou disparus

**8.5 Documents fournis après exécution au coordonnateur S.P.S**

Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O) comprenant :

- notices d'entretiens courants
- fiches techniques de tous les matériaux et matériels mis en œuvre

**8.6 Délai de garantie**

Le délai de garantie, conformément à l'article 44.1 du C.C.A.G. 2009 est fixé à un (1) an à compter de la date d'effet de la réception.

**8.7 Assurances**

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

En outre, l'entrepreneur doit être titulaire d'une garantie spéciale couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil pour les ouvrages qui, du fait de leurs caractéristiques archéologiques ou historiques, ne répondent pas aux normes, D.T.U. et règles de calculs. Il en sera de même pour les ouvrages mettant en œuvre des matériaux de récupération fournis ou non par l'entreprise.

**8.8 Résiliation du marché**

Par dérogation à l'article 46.1.2. du C.C.A.G.2009, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant redressement judiciaire ou liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un

effet sur l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative ou en l'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut-être prolongé ou raccourci, si, avant expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorisé expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

## **8.9**

### **Affiliation à un organisme d'apprentissage**

Conformément à l'arrêté du 24 février 1944, les entreprises titulaires d'un marché de travaux de pierre de taille sont tenues de s'affilier à un organisme d'apprentissage repérant, sous le contrôle de l'état, les tailleurs de pierre spécialistes pour les Monuments historiques.

## **CHAPITRE 9 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

C.C.A.G. : arrêté du 8 septembre 2009 (JO du 01/10/2009)

- Dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G. résultant de l'article 3.9 du présent C.C.A.P.

. Règlement des approvisionnements.

- Dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G. résultant de l'article 7.3 du présent C.C.A.P.

- Dérogation à l'article 38 2° alinéa du C.C.A.G. résultant de l'article 8.01 du présent C.C.A.P.

- Dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. apportée par l'article 8.2 du présent C.C.A.P.

. Réception des travaux à l'achèvement de l'ensemble des travaux au lieu de la fin du délai contractuel de chaque lot.

- Dérogation à l'article 46.1.2. du C.C.A.G. apportée par l'article 8.8 du présent C.C.A.P.

. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.

C.C.T.G. :

- Dérogation au fascicule D.T.U. n° 31.1 apportée par les articles désignés au "CHAPITRE 7" du fascicule technique relatif aux travaux de "CHARPENTE EN BOIS".

<b>CHAPITRE 10 : COMPLÉMENT AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>
--

- Complément au C.C.A.G. résultant de l'article 3.03 du C.C.A.P.,  
. contenu des prix
- Complément au C.C.A.G. résultant de l'article 4.04 du C.C.A.P.,  
. pénalités pour absence aux rendez-vous de chantier
- Complément à l'article 12 du C.C.A.G. résultant de l'article 3.08 du C.C.A.P.,
- Complément à l'article 11.3 du C.C.A.G. résultant de l'article 3.08 du C.C.A.P.,
- Complément des dispositions prévues à l'article 33 du C.C.A.G 2009, résultant de l'article 7.04 du présent C.C.A.P.  
. lorsque les travaux mettent à jour des objets ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, l'entrepreneur doit en informer immédiatement le maître d'ouvrage.

Fait à :

le :

Mention manuscrite de  
l'entrepreneur :  
« *Lu et accepté SANS RESERVE* »